



COURRIER ENVOYE AUX ELUS, BILAN A CE JOUR

A la demande des douaniers mobilisés le 19/01/12 à la direction inter-régionale, l'intersyndicale a envoyé un courrier aux élus que nous vous avons fait parvenir.

Ce courrier interpellait les élus et/ou candidats de haute et basse Normandie sur l'avenir des missions, des effectifs, des bureaux et brigades suite aux funestes annonces de notre DI. Il rappelait aussi nos missions essentielles et notre volonté de maintenir une présence douanière forte et cohérente sur le territoire normand pour continuer d'améliorer nos résultats et développer la LCF dans une région où les axes stratégiques ne manquent pas !

D'emblée, nous avons le regret de constater que peu de réponses nous sont parvenues ! Sur environ 80 courriers envoyés (députés, sénateurs, présidents de conseil régional et conseil général, préfets, sous-préfets, associations de plaisanciers, syndicats de transporteurs, de transitaires ou de débitants de tabac, etc), nous n'avons obtenu que 12 réponses/entrevues. C'était prévisible sur une période de campagne où chaque réponse peut être utilisée contre celui qui la prononce, mais décevant car c'était pour nous l'occasion de mettre l'avenir de la « maison douane » au cœur des débats politiques.

Voici un résumé des réponses des candidats qui nous ont répondu par écrit ou qui nous ont reçu. La première partie correspond aux réponses des candidats à l'élection présidentielle et la seconde partie correspond aux élus de haute et basse Normandie interpellés par l'intersyndicale.

Réponses des candidats aux élections présidentielles (le F-Haine n'a pas reçu de courrier, par choix, car leurs idées véhiculent des valeurs contraires aux nôtres) :

1. **Dupont-Aignan** : fermeture des frontières françaises, droits de douane rétablis, contrôle de la marchandise et des flux migratoires (mission douanière ?), protectionnisme appliqué en France, fin des suppressions d'emplois en douane.
2. **Hollande** (dans le cadre de l'entrevue avec M.Loggiou) : la création de postes dans l'Education Nationale est une priorité et le Ministère des Finances peut encore faire des gains de productivité pour gagner des emplois. Il doit même servir de modèle. Cela rejoint les réponses de candidats qui prônent la création de guichets uniques et le rassemblement des missions.
3. **Mélenchon** (par l'intermédiaire d'une entrevue avec J.Généreux, économiste qui soutient le candidat du Front de Gauche) : protectionnisme européen, défense du service public douanier et *doublement des effectifs douaniers car c'est l'Administration qui coûte le moins et qui rapporte le plus* (je cite), fin de la RGPP et de la LOLF
4. **Arthaud** : interdiction des suppressions de postes dans la Fonction Publique, fin de la RGPP, augmentation des salaires et donner plus de pouvoirs aux salariés dans les Administrations

NOM	Parti	Réponse
CAZENEUVE (Député/maire Cherbourg)	PS	Partage nos inquiétudes sur l'affaiblissement du service public douanier, vecteur d'augmentation des trafics et de renforcement des risques psychosociaux pour les agents. A écrit à Mme Pécresse pour faire un bilan de la RGPP en Douane et dénoncer le « dialogue social »
COUSIN (Député/maire Vire)	UMP	A pris connaissance de nos observations (courrier de 3 lignes)
DURON (Député Calvados)	PS	Bonne écoute lors de la rencontre. Inquiet sur l'avenir des douanes dans le Calvados. Va interpeller la Ministre sur le bilan des suppressions d'emplois, d'effectifs, de bureaux et de brigades
FABIUS (Député Seine-Maritime)	PS	A pris note de nos préoccupations et y reste attentif en liaison avec le groupe parlementaire à l'Assemblée. S'excuse de ne pas avoir le temps de nous recevoir à cause de la campagne
GODEFROY (Sénateur de la Manche)	PS	Inquiet sur les réformes drastiques envisagées et la remise en cause du service public douanier. A interpellé le DI directement par courrier.
LAMIRAY (Maire de Maromme et Conseiller régional)	PS	Choqué par l'ampleur des dégâts en Douane en Normandie. Etait déjà intervenu contre la fermeture de l'END. Ne comprend pas la position du DI qui va à l'encontre des directives nationales en terme d'implantation douanière. Devait voir avec Fabius la possibilité de faire une action groupée des élus à l'Assemblée Nationale. Très inquiet sur l'avenir du Transmanche à Dieppe
LECOQ (Député/maire de Gonfreville l'Orcher)	PCF	Choqué de l'attitude et des décisions du DI. L'attitude de la DG et du DI ne collent pas avec les chantiers en cours sur le développement de la région (axe Seine, développement HAROPA, port 200 en extension, doublement port de plaisance au Havre, etc). Inquiet sur le risque d'augmentation des trafics en tout genre, stupéfiants en particulier. Fin de la RGPP et défense des services publics dans le programme du Front de Gauche.
LENOIR (Député de l'Orne)	UMP	Va prendre connaissance de notre courrier (message de son assistante parlementaire)...pas de réponse à ce jour
LE VERN (Président Conseil Régional haute Normandie)	PS	Est inquiet mais rappelle que cette situation est de la responsabilité du gouvernement actuel. Pense que certaines missions doivent être renforcée mais que cela relève de décisions européennes pour que tous les contrôles soient faits de la même façon en Europe sinon c'est la mort du port du Havre. Pense qu'il faut fermer les services « non rentables » et rassembler les missions fiscales en un guichet unique tout en maintenant un service public douanier efficace. Pense que les suppressions d'emplois arbitraires et purement budgétaires sont une erreur du gouvernement actuel
LOGGIOU (Conseiller régional)	PS	Inquiet de la désertification douanière sur la Normandie mais en même temps juge normal de centraliser les missions fiscales en guichet unique. Il a l'impression qu'il y a plus de douaniers qu'avant
MASSION (Sénateur de Seine Maritime)	PS	Inquiet sur le désastre annoncé, notamment pour la désertification du territoire par la surveillance et l'augmentation annoncée du trafic de stupéfiants, il a fait une question écrite au Sénat pour interpeller la Ministre
NAIL/PAUL (Député Seine Maritime)	PCF	Suivent de très près les réformes douanières depuis 7 ans (courriers disponibles). Interpellation du gouvernement à l'Assemblée Nationale sur les réformes en douanes, les dégâts des suppressions d'emplois, fermetures de bureaux/brigades, etc. Exige fin RGPP et mise en place partout sur le territoire d'un service public douanier renforcé et efficace

Et pendant ce temps, la casse continue !

L'avenir de la DRGC de Rouen est remis en cause, les services de la Masse sont centralisés avant l'heure, les indispositions sont mises dans le dispositif de la journée de carence, bref, il n'y a pas de trêve électorale pour la casse du service public douanier !

Alors la mobilisation doit s'amplifier, d'urgence !!!